

# L'écologie

## Une exclusivité VIP ?

● EXCLUSION, INCLUSION ○



EDUCATION PERMANENTE



Ministère  
de la Communauté  
française



« Il vaudrait peut-être mieux pour l'environnement  
être pauvre et mal informé que riche et conscientisé. »<sup>1</sup>



Réalisation : Service Education permanente Question Santé asbl  
Texte : Sandrine Pequet/Question Santé  
Graphisme : Carine Simon/Question santé  
Avec le soutien de la Communauté française  
Editeur responsable : Patrick Trefois – 72 rue du Viaduc – 1050 Bruxelles  
D/2011/3543/6

On entend de plus en plus parler d'écologie<sup>2</sup> et de protection de l'environnement. Les médias et les scientifiques annoncent les conséquences dramatiques de la détérioration de la planète : changements climatiques, problèmes de traitement des déchets, épuisement des ressources vitales, fonte des glaciers, hausse du niveau des mers et des océans, pollution atmosphérique, risques pour la santé...

Les campagnes de sensibilisation se multiplient. Le principe semble évident : « si tous les individus d'un groupe agissent pour la protection de la nature, alors la somme de ces actions individuelles sera bénéfique pour la nature ».<sup>3</sup>

*Le message est clair, pour sauver notre planète, nous devons TOUS faire attention !*

Mais, si chacun peut agir au quotidien, **dans nos sociétés, les enjeux écologiques et les possibilités d'action ne sont pas les mêmes pour tous**. On parle d'ailleurs depuis quelques temps d'« inégalités environnementales ».

Il semble en effet que **les inégalités sociales se répercutent aussi dans le domaine de l'écologie**, que ce soit au niveau de « la répartition de la qualité environnementale entre les différents groupes sociaux », de « l'impact environnemental des différents groupes sociaux » ou de « l'impact des politiques environnementales sur les différents groupes sociaux ».<sup>4</sup>

**Dans nos sociétés, quels sont donc les liens entre écologie et inégalités sociales ?**

**Comment écologie et économie interagissent-elles ?**

**Pourquoi les uns et les autres ne semblent-ils pas touchés de la même manière par l'écologie ?**

## Des inégalités territoriales à l'échelle planétaire<sup>5</sup>

**Si les inégalités écologiques se reflètent au sein de nos sociétés occidentales, « [...] les sociétés les plus inégalitaires au sein des pays riches seraient aussi celles dont les politiques environnementales seraient les moins ambitieuses », elles sont particulièrement alarmantes au niveau mondial.**

« **Les sociétés les moins développées seraient aussi celles qui protégeraient le moins l'environnement** (alors que celui-ci y est parfois justement d'une exceptionnelle richesse) et qui protégeraient le moins leurs citoyens par rapport aux catastrophes "naturelles", ce qui dépend autant de leur état économique que de leur état démocratique. »

En effet, les pays en voie de développement sont disposés, pour en vivre, à exploiter leur capital naturel local. **Déforestation, pêche intensive, exploitation de minerais**, etc. causent ainsi un sérieux affaiblissement des écosystèmes et de la biodiversité de ces pays. Ceux-ci subissent aussi davantage la **pollution engendrée par de grosses industries délocalisées** (émissions élevées de CO<sub>2</sub>, déversement de déchets chimiques dans les cours d'eau, etc.) **Autant d'« injustices environnementales » qu'endurent certaines régions du monde plus que d'autres...**



# Subir les impacts des dégradations de l'environnement, une réalité pour tous ?

Dans nos sociétés, la première inégalité écologique est celle qui concerne les effets de la détérioration de l'environnement, sur la qualité de vie et la santé des individus.

Ainsi « la justice environnementale part du principe que **les individus (ou groupes d'individus) ne sont pas égaux face aux dégradations de l'environnement** ; que certains subissent plus que d'autres les effets négatifs liés aux conséquences de l'activité humaine (pollution atmosphérique) et qu'il devient impératif de prendre en compte ces inégalités dans l'action politique ». <sup>6</sup>

*Réduire les problèmes environnementaux ne semble donc plus pouvoir se faire sans agir sur les inégalités sociales...*

En fait, l'inégale répartition de la qualité de l'environnement se répercute à différents niveaux. Elle peut influencer le risque d'**exposition à la pollution** et la **vulnérabilité aux catastrophes naturelles** et a également un **impact sur le lieu de vie**. Celui-ci est plutôt le résultat d'un choix quand on est riche – un environnement calme, agréable, peu pollué, coûte généralement cher – alors qu'il est souvent « subi » pour les personnes moins favorisées – une habitation proche d'une zone industrielle et comptant peu d'espaces verts est plus accessible aux petits budgets.

Il semble d'ailleurs que les personnes aux ressources culturelles et économiques élevées se plaignent plus que les autres des nuisances environnementales... sans doute parce qu'elles ont davantage de points de comparaison leur permettant de critiquer l'état actuel de l'environnement.

Ces groupes sociaux favorisés, plus sensibles aux nuisances écologiques  
sont-ils aussi plus actifs pour la sauvegarde de la terre ?

Et ceux qui subissent le plus les dégradations environnementales en sont-ils aussi les responsables ?

## « Pollueur - payeur », un privilège de riches ?

De façon générale, il semble que « **les riches ont une plus grande capacité à polluer, une plus grande disponibilité à payer pour polluer, une plus grande capacité à payer le prix de la protection de leur environnement**, que n'ont les pauvres. C'est là un pur effet de l'inégalité des revenus [...]. »<sup>7</sup>

Par exemple, les ménages plus riches ont généralement une habitation plus grande qui nécessite plus de chauffage et pollue donc plus. Mais ce sont aussi ceux qui ont le plus tendance à **installer des panneaux solaires ou une pompe à chaleur** et à isoler davantage les murs de leur maison. Cela leur permet de réduire les coûts liés au chauffage mais également de polluer moins. Malgré leurs importantes dépenses énergétiques, les ménages aux revenus élevés semblent donc avoir trouvé le moyen de pouvoir continuer à consommer plus sans polluer plus et en faisant des économies. Cependant, **tout le monde ne peut se permettre un tel investissement...**



## Suffit-il de pouvoir payer le prix pour être considéré comme un citoyen attentif à l'écologie ?

De plus, les comportements écologiques sont petit à petit devenus une manière de se distinguer socialement. En effet, la protection de l'environnement est aujourd'hui valorisée et perçue comme une norme sociale. Mais les priorités et les motivations ne sont pas identiques pour tous. Pour beaucoup, c'est le critère financier qui domine (le rapport entre l'investissement et les économies que cela représente). Pour d'autres, l'écologie peut être une manière de redorer son blason (« Je roule beaucoup en voiture... mais j'ai acheté une voiture écologique ») ou une image de soi que l'on cherche à donner (« Je sais que si je trie mes déchets, je serai bien vu »).

*Mais finalement, pour qui et pourquoi adopte-t-on des attitudes écologiques ?*

*Pour soi-même, pour les autres, pour l'humanité ?*

*Par amour de la nature, par conviction, par obligation ?*



## Une question de sensibilité...

Bien entendu, la sensibilité aux questions écologiques ne dépend pas uniquement de l'épaisseur du portefeuille. **Le contexte social et culturel, les informations reçues, l'éducation et les expériences personnelles influencent aussi notre tendance à agir pour la protection de l'environnement.**

Par exemple, des chercheurs ont remarqué que plus une personne a passé de temps dans la nature et plus elle y associe des moments agréables, plus elle fera preuve de respect pour l'environnement.

Les représentations sociales (ensemble de croyances, images et symboles collectivement partagés par un groupe, une société ou une culture<sup>8</sup>) ont également un impact. **Les pratiques écologiques varient donc selon les individus mais aussi, de façon plus globale, selon les groupes sociaux.**

**Une plus grande mixité sociale permettrait-elle de croiser davantage les représentations et pratiques des uns et des autres ?**

**Cela ne pourrait-il pas favoriser l'échange et la transmission de valeurs écologiques ?**





Si **les informations relatives à l'écologie** et aux solutions envisageables permettent les prises de conscience et encouragent les actions individuelles, elles **ne sont pas toujours accessibles à tous**. Il semble que ces messages trouvent principalement écho dans les classes sociales moyennes et les plus favorisées. Ces groupes sociaux seraient donc plus disposés et plus à même de développer des pratiques écologiques.

**Mais comment favoriser l'accès à de telles informations pour tous ?  
Davantage d'efforts ne devraient-ils pas être consentis dès la scolarité ?**

Des inégalités existent aussi en ce qui concerne, par exemple, **l'information relative aux possibilités de primes environnementales et aux conditions pour en bénéficier**. Ce système de primes et de déduction fiscale s'avère souvent complexe et si des séances d'information sont régulièrement organisées, c'est généralement un public averti qui y participe...



# Une affaire d'Etat

Si chacun doit agir, selon ses critères et dans la mesure de ses possibilités, l'Etat a lui aussi un rôle à jouer pour favoriser les attitudes écologiques et dissuader les comportements non respectueux de l'environnement.

Or, comme on peut le remarquer, **beaucoup de pratiques écologiques sont le fait d'initiatives et d'actes individuels**. Bien sûr, de telles démarches peuvent être encouragées et soutenues par les incitants financiers (primes et avantages fiscaux) mis en place par les pouvoirs publics.

## Mais est-ce suffisant ?

En effet, outre la difficulté à comprendre les subtilités des aides financières qui existent et même si cela permet des économies à moyen ou long terme, **les comportements écologiques peuvent encore coûter cher**. Bien souvent, il est d'abord nécessaire de déboursier une certaine somme, d'investir un montant parfois considérable. C'est par exemple le cas pour la pose de panneaux photovoltaïques dont l'amortissement du coût est actuellement estimé à une dizaine d'années (10 ans avant de pouvoir réellement bénéficier des économies que cela engendre). De plus, de tels investissements sont envisageables pour les propriétaires des biens immobiliers mais rarement pour les locataires qui souhaiteraient, eux aussi, réaliser des économies.

Mais au-delà des aménagements bénéficiant de primes, **le problème du coût financier se pose aussi pour des petits gestes de la vie de tous les jours**. Ainsi, une **ampoule écologique** est nettement plus chère qu'une ampoule normale, cependant, sa faible consommation énergétique la rend, à moyen terme, moins chère qu'une ampoule classique. Mais ne pouvons-nous agir pour la planète qu'en consommant de nouveaux produits plus respectueux de l'environnement?

**Le tri des déchets** qui semble désormais un geste simple et basique peut aussi s'avérer relativement lourd pour certains. Cela nécessite l'achat de plusieurs types de sacs ainsi que la place suffisante pour stocker les différentes poubelles. Une famille aux revenus modérés vivant dans un petit appartement aura donc plus de difficultés à entreposer trois sacs poubelles différents qu'une famille vivant dans une maison et disposant d'une cave, d'un garage ou d'un jardin. Alors pourquoi n'existerait-t-il pas, par exemple, plus de bulles de tri permettant de jeter gratuitement ses déchets recyclables (verres comme c'est déjà le cas, mais aussi cartons, PMC, déchets verts), ce qui pourrait encourager au tri sélectif ?

*L'Etat fait-il réellement de l'environnement une priorité ?*



**Si ce sont les initiatives individuelles qui sont valorisées,  
ne risque-t-on pas de culpabiliser ceux qui ne peuvent adopter ces comportements « écolos » ?  
Cela ne risque-t-il pas dès lors de contribuer à l'exclusion de certains groupes sociaux ?**

En effet, **en plus des actions des citoyens, de nouvelles mesures pourraient être mises en place au niveau collectif et législatif.** Ainsi, comment se fait-il que l'on voit encore de nos jours des terrasses de café proposant de savourer un verre, en plein hiver, sur une terrasse chauffée ? Pourquoi les commerces locaux ferment-ils petit à petit leurs portes obligeant les citoyens à se rendre dans de grands magasins plus loin de leur domicile et nécessitant de faire le trajet en voiture ? Pourquoi les transports en commun ne sont-ils pas plus accessibles, plus agréables, plus ponctuels, de façon à favoriser ce mode de déplacement ?

**L'écologie doit-elle uniquement être l'affaire de chaque individu  
ou doit-elle se définir comme une préoccupation pour toute la société ?**



## Des écotaxes... pour tous ?

Comme dans beaucoup d'autres pays européens, **depuis les années 90, l'Etat belge a instauré des taxes environnementales**. Ces écotaxes touchent certains produits « en raison des nuisances écologiques qu'ils sont réputés générer »<sup>9</sup>. Il s'agit entre autre des biens énergétiques, des emballages et déchets, de l'eau de distribution, des eaux usées, etc.

Ce type de mesures fiscales est « **un outil de concrétisation du principe "pollueur-payeur"**, selon lequel il revient à charge du pollueur de prendre en compte les coûts de dépollution générés par son activité ».<sup>10</sup>

Mais les pollueurs le sont parfois malgré eux et n'ont parfois pas d'autre choix. « En termes énergétiques, **les ménages les plus démunis peuvent être pénalisés** à différents égards: mobilité, chauffage (logement), etc. [...] **C'est pourquoi il importe de mener politique environnementale et politique sociale de concert.** »<sup>11</sup>

Par exemple, les taxes sur le chauffage n'ont pas le même impact sur les ménages selon qu'ils aient un revenu élevé ou, au contraire, plus faible. **Les ménages modestes consacrent une plus grande proportion de leurs revenus pour les frais de chauffage**. Une augmentation de la taxe sur le mazout aura donc des répercussions plus importantes pour une famille ayant de faibles revenus.

Autre exemple, en ce qui concerne la fiscalité des transports, une solution proposée consisterait à **taxer les véhicules selon leur caractère polluant** (émission de CO<sub>2</sub> et de particules fines). Mais une telle mesure **pourrait réellement pénaliser les classes sociales moins favorisées qui se déplacent souvent encore avec de vieux véhicules** (plus polluants) et ne peuvent se permettre d'investir dans une nouvelle voiture plus écologique.

Conscient de cette réalité, l'Etat a mis au point « des exonérations, réductions ou remboursements de taxes environnementales, et ce dans le souci d'une juste répartition des revenus ». <sup>12</sup>

**Mais n'y a-t-il pas d'autres solutions ?  
Comment agir sans accentuer les inégalités sociales ?**

## Réguler la consommation... et donc les inégalités

Si de nombreux produits écologiques sont aujourd'hui vendus comme une solution aux problèmes environnementaux, **une diminution de la consommation semble pourtant être une solution plus efficace.**

*Mais est-ce compatible avec le modèle de notre société de consommation et les marchés économiques qui l'accompagnent ?*

Diminuer la consommation mondiale permettrait à la fois de limiter l'épuisement des ressources naturelles et la pollution liée à la production de biens matériels. Or « **on estime que 20 à 30 % de la population mondiale consomme 70 à 80 % des ressources** tirées chaque année de la biosphère. C'est donc de ces 20 à 30 % que le changement doit venir, c'est-à-dire, **pour l'essentiel, des peuples d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon** ». <sup>13</sup>

**Dans un tel contexte, la consommation de produits écolos dans nos pays occidentaux peut-elle vraiment être considérée comme de l'écologie ou s'agit-il d'un prétexte pour continuer à consommer toujours davantage ?**

Mais réduire la consommation n'est pas une chose aisée. **Le modèle culturel de nos sociétés a longtemps laissé croire aux individus que c'est en consommant qu'ils se distinguent socialement les uns des autres.** Il s'agit donc d'une escalade sans fin qui a mené à la situation de surconsommation dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Pas facile dès lors de faire marche arrière. Pour cela, il faudrait que les classes moyennes acceptent d'aller vers une moindre consommation matérielle, ce qu'elles feront uniquement à condition que cela se passe dans un contexte d'équité, c'est-à-dire si cette diminution de consommation s'applique également aux classes sociales supérieures. Pour certains la solution semble simple : « Que ceux du haut de l'échelle misent sur la décroissance, et l'effet d'entraînement est assuré... **La préservation de la terre passe par plus d'égalité.** »<sup>14</sup>

*Enfin, n'est-il pas préférable de vivre mieux ensemble  
(de façon plus égalitaire et dans un environnement de meilleure qualité)  
que de consommer de manière individuelle  
(en renforçant à la fois la dégradation de l'environnement et les inégalités) ?*

## Pour conclure, tous égaux les écolos ?

**L'écologie est fréquemment perçue comme quelque chose de cher**, une préoccupation réservée aux mieux nantis. En effet, de nombreux **investissements écologiques** s'avèrent coûteux (isolation de la maison, achat d'une voiture écologique, pose de panneaux solaires, d'une pompe à chaleur, etc.) De plus, les produits et comportements polluants sont de plus en plus l'objet de **taxes écologiques qui semblent peser plus lourd pour les ménages moins favorisés** qui n'ont pas toujours d'autres alternatives.

Par ailleurs, **la société de consommation**, s'adaptant sans cesse au discours ambiant, semble avoir parfaitement intégré les nouvelles préoccupations écologiques en proposant de **nouveaux produits**. Mais encourager une telle consommation ne fait qu'accentuer l'écart entre les classes sociales, un écart essentiellement basé sur le pouvoir d'achat.

Pourtant, des chercheurs ont mis en évidence qu'**une diminution de la consommation serait plus efficace pour l'environnement** qu'une consommation plus importante de produits « verts ». Les personnes ayant de faibles revenus semblent moins néfastes pour l'environnement, puisque étant de moins gros consommateurs.

Mais alors pourquoi continue-t-on de penser qu'il faille nécessairement consommer de nouveaux produits pour contribuer à la protection de l'environnement ?



De plus, **l'écologie s'est petit à petit imposée comme une norme sociale**. Cependant, les préoccupations des uns et des autres, leurs possibilités d'action ainsi que leurs sensibilités aux questions environnementales sont influencées par le contexte social et culturel, l'éducation, les informations reçues, les expériences personnelles, etc. Des inégalités existent donc aussi face aux valeurs écologiques véhiculées dans nos sociétés. Il semble que le fait de ne pas adopter (ou ne pas pouvoir adopter) des comportements écologiques puisse **contribuer à l'exclusion de certains**.

Enfin, la dégradation de l'environnement a aussi des **répercussions sur la qualité de la vie des individus** (impact sur le choix du lieu de vie, sur l'exposition à la pollution, ...) Face à cela il semble évident que nous sommes loin d'être tous égaux, que ce soit entre le nord et le sud de la terre ou au sein d'une même société !

**Tout cela amène à se poser une question :**

*faut-il nécessairement être riche  
pour être écolo ?*



- 1 P. Cornut, G. Lafontaine, *Environnement et inégalités sociales*, Education Santé n° 245, mai 2009
- 2 Ecologie : mouvement visant à un meilleur équilibre entre l'homme et son environnement naturel ainsi qu'à la protection de celui-ci (Le Petit Robert, 2007)
- 3 S. Caillaud, *Représentations sociales et significations des pratiques écologiques : perspectives de recherche*, in VertigO – La revue en sciences de l'environnement, vol. 10 n°2, septembre 2010
- 4 E. Laurent, *Ecologie et inégalités*, in Revue de l'OFCE n° 109, avril 2009
- 5 Ibidem
- 6 Charles L., C. Emelianoff, C. Ghorra-Gobin, I. Roussel, F-X. Roussel et H. Scarwell, *Les multiples facettes des inégalités écologiques, Développement durable et territoire*, Dossier 9 : Inégalités écologiques, inégalités sociales, 2007 – [www.developpementdurable.revues.org](http://www.developpementdurable.revues.org)
- 7 A. Lipietz, *Economie politique des écotaxes*, in Fiscalité de l'environnement, rapport du Conseil d'Analyse Economique n°8, La Documentation Française, 1998
- 8 S. Caillaud, *Représentations sociales et significations des pratiques écologiques : perspectives de recherche*, in VertigO – La revue en sciences de l'environnement, vol. 10 n°2, septembre 2010
- 9 Ecoconso, Fiche Conseil N°052 : le point vert, septembre 2003 - [www.ecoconso.be](http://www.ecoconso.be)
- 10 P. de Wouters et A. De Vlaminck, *Les aspects sociaux de la fiscalité environnementale - Points de vue de la société belge francophone*, Inter-Environnement Wallonie, 2006
- 11 Ibidem
- 12 Ibidem
- 13 H. Kempf, *Comment les riches détruisent le monde*, Le Monde diplomatique, juin 2008  
[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)
- 14 Ibidem

## Dans la même collection : « Exclusion, inclusion »

- *Etre chômeur, la belle vie ?* - 2010 - Brochure papier. Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Société et vieillesse : quand penche la balance du côté de la jeunesse* - 2009 - Brochure papier. Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Obésité, les normes en question* - 2009 - Brochure papier. Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Perte du pouvoir d'achat et influence sur la qualité de vie : qui est touché ?* - 2008 (format informatique - flash)
- *Accessibilité aux personnes à mobilité réduite : construira-t-on encore des escaliers ?* - 2008 - Brochure papier. Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Être adulte aujourd'hui. Question de maturité ou de pouvoir d'achat ?* - 2007 (la brochure papier n'est plus de stock) - Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Qualité de vie en camping ou en parc résidentiel* - 2007 - Brochure papier. Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)
- *Séropositifs et malades du sida : ne pas ajouter le poids de l'exclusion à celui de la maladie* - 2005 (la brochure papier n'est plus de stock) - Téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)



Plus besoin de le répéter : la planète va mal !  
Pourquoi ne pas faire des efforts pour adopter  
des comportements plus respectueux de l'environnement ?

Mais quand on parle d'écologie, il semble qu'on oublie souvent  
de parler des inégalités qui y sont associées.

Celles-ci se reflètent à plusieurs niveaux.

Celui des impacts subis par les individus, de la dégradation  
de la qualité de vie liée à celle de l'environnement.

De plus, malgré les primes, le coût des nouveaux produits « verts » et  
des investissements écologiques ne rend pas ces pratiques accessibles à tous.

Les taxes environnementales semblent aussi défavoriser davantage  
les individus aux revenus modestes que les plus riches.

Enfin, si l'écologie est entrée dans les mœurs et s'est petit à petit imposée  
comme une norme sociale, cela semble malheureusement contribuer à  
l'exclusion de ceux qui ne peuvent y adapter leurs conduites.

Les riches ont-ils le monopole de l'écologie ?  
Une société plus égalitaire ne serait-elle pas bénéfique pour l'environnement ?

Cette brochure s'adresse au tout public et est téléchargeable sur le site [www.questionsante.be](http://www.questionsante.be)

Edition 2011